

Le Figaro.fr, le 8

## Journée de la femme/Mali :réponse de Hollande à Sarkozy\*

Le président français **François Hollande** a vivement répondu aujourd'hui sans toutefois le nommer, à son prédécesseur **Nicolas Sarkozy** qui avait critiqué l'intervention française au **Mali**, affirmant qu'elle a lieu au nom des droits des femmes, de la lutte contre le terrorisme ou de la liberté religieuse.

***"Si certains s'interrogent pour savoir pourquoi la France est au Mali, c'est parce qu'il y avait des femmes qui étaient victimes de l'oppression et de la barbarie", a lancé le chef de l'Etat qui inaugurerait la journée internationale des droits des femmes à la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette à Paris. "Si certains s'interrogent, c'est qu'il y avait des femmes à qui l'on mettait le voile sans qu'elles l'aient elles-mêmes demandé, qu'il y avait des femmes qui n'osaient plus sortir de chez elles, qu'il y avait des femmes qui étaient battues parce qu'elles voulaient être libres", a-t-il poursuivi.***

Selon des propos reproduits par l'hebdomadaire *Valeurs actuelles* paru aujourd'hui, **Nicolas Sarkozy a critiqué l'opération militaire** déclenchée par la France au Mali le 11 janvier, affirmant, entre autres, qu'"on ne va jamais dans un pays qui n'a pas de gouvernement". "Que fait-on là-bas ? Sinon soutenir des putschistes et tenter de contrôler un territoire trois fois grand comme la France avec 4.000 hommes", a également déploré Nicolas Sarkozy.

***"Nous voulons lutter contre le terrorisme, contre la barbarie, contre le fondamentalisme", mais aussi "pour la liberté religieuse parce que ceux qui étaient traités ainsi étaient des musulmans et que nous étions de leur côté", lui a implicitement répondu François Hollande. "Si certains s'interrogent, c'est parce qu'un président nous a demandé d'y venir, un président légitime, qui avait comme obligation, et qui la respectera, d'organiser des élections", a-t-il poursuivi***

Le président malien par intérim, Dioncounda Traoré, a affirmé fin janvier qu'il espérait pouvoir organiser des élections avant le 31 juillet, alors que les armées française, du Mali et de plusieurs autres pays africains sont engagées depuis la mi-janvier dans des opérations visant à reconquérir le nord de ce pays, tombé en 2012 aux mains de groupes islamistes armés.

*\*le titre , les caractères gras et italiques et le surlignage en jaune sont de la rédaction du site...*